

ANALYSE DE LA PRESSE

Août 2013

1. **A la une : Les réactions de la Turquie face à la crise en Egypte**
2. **Dossier du mois : Processus de paix**
3. **Economie**
4. **International**
5. **Turquie**
6. **Recensement des journalistes ayant couvert le sujet turc (Août 2013)**



redefining / standards

MÉCÈNE PRINCIPAL DE L'INSTITUT DU BOSPHORE

33 rue Galilée 75116 Paris T +33 1 44 43 52 54 F +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org • www.institut-bosphore.org

1. A la une : Les réactions de la Turquie face à la crise en Egypte

A la suite de la destitution du président islamiste Mohamed Morsi par l'armée égyptienne en juillet dernier, « les violences, les pires depuis le soulèvement en 2011 contre [l'ancien président] Hosni Moubarak, ont éclaté mercredi [14 août] lorsque la police et l'armée ont voulu disperser les manifestants, faisant près de 600 morts, pour la plupart des civils, dont des femmes et des enfants. » (*Le Point.fr, AFP, 16/08/2013*)

« Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a appelé jeudi [15 août] à une réunion urgente du Conseil de sécurité des Nations unies sur la situation en Egypte » (*Les Echos, Reuters, 15/08/2013*)
« "Ceux qui se taisent devant ce massacre sont aussi coupables que ceux qui l'ont perpétré. Le Conseil de sécurité de l'Onu doit se réunir rapidement", a dit le Premier ministre turc au cours d'une conférence de presse. » (*Les Echos, Reuters, 15/08/2013*)

« Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, avait été la première figure internationale, mercredi 14 août, à condamner "dans les termes les plus forts" la violence de l'intervention des forces de sécurité égyptiennes. » (*Le Monde, Alexandra Geneste, 16/08/2013*)

Erdogan a aussi exhorté « la Ligue arabe à intervenir pour mettre fin au "massacre" en Egypte. » (*Les Echos, 14/08/2013*) « Le président turc Abdullah Gül a estimé pour sa part que l'intervention des forces égyptiennes de sécurité contre les rassemblements des partisans du président destitué Mohamed Morsi au Caire était "absolument inacceptable". » (*Les Echos, 14/08/2013*)

Convocation des ambassadeurs

« La Turquie a durci très fortement le ton envers l'Egypte. Son ambassadeur au Caire Huseyin Avni Botsali a été rappelé [le 15 août] "pour discuter des derniers développements qui se déroulent en Egypte", selon un porte-parole du ministère turc. » (*Le Figaro.fr, AFP, 16/08/2013*)

« L'Égypte a aussitôt répliqué en rappelant son ambassadeur en Turquie pour consultations, selon les médias égyptiens. Le président turc, Abdullah Gül, a nié toute ingérence de son pays dans les affaires intérieures de l'Égypte, affirmant que les messages d'Ankara devaient être vus comme des "avertissements amicaux". "Tous ces événements sont une honte pour le monde islamique et les pays arabes", a dit Gül, cité par l'agence Dogan News lors d'une visite en Azerbaïdjan. "Les amis (de l'Égypte) souffrent. Je souffre pour chaque mort égyptien", a-t-il ajouté. » (*Le Point.fr, AFP, 16/08/2013*)

« Plusieurs pays européens (France, Allemagne, Italie, Grande-Bretagne, Espagne) ont [également] convoqué l'ambassadeur d'Egypte dans leur capitale pour condamner l'usage de la force. » (*Le Monde.fr, 17/08/2013*)

Un "point de non-retour" dans les relations Turquie – Egypte ?

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan « avait fortement renforcé les liens entre son pays et l'Égypte sous la présidence de Mohamed Morsi, élu en juin 2012, Ankara ayant fait du Caire l'un de ses partenaires privilégiés dans sa stratégie d'influence régionale. Le leader égyptien avait été invité au congrès annuel de l'AKP en septembre dernier, Erdogan présentant le régime turc comme le modèle d'un mariage réussi entre l'islam et la démocratie. (...) "Nous avons montré à tout le monde qu'une démocratie avancée pouvait exister dans un pays majoritairement musulman," avait déclaré Erdogan lors de ce congrès devant le président Morsi. Faisant allusion à l'histoire récente de son pays, Erdogan avait déclaré que la Turquie avait servi de "référence" à l'Égypte, expliquant que les coups d'État militaires ne pouvaient être tolérés. » (*Le Point.fr, AFP, 16/08/2013*)

« Les analystes estiment cependant que la répression sanglante des manifestants pro-Morsi constitue un "point de non-retour" pour la Turquie, qui rendra très difficile une réconciliation entre le gouvernement d'Erdogan et le régime militaire en Égypte. Les violences devraient également durement toucher les

implantations turques en Égypte, dont les investissements approchent les 2 milliards de dollars (1,5 milliard d'euros). La fabrique de biscuits turcs Yıldız Holding a déjà annoncé l'arrêt de sa production en Égypte à cause de l'état d'urgence, et d'autres devraient suivre parmi les 260 sociétés turques implantées en Égypte, principalement dans le textile et la confection, ont rapporté les médias égyptiens. » (*Le Point.fr, AFP, 16/08/2013*)

L'Égypte a par ailleurs annoncé « qu'elle annulait les manœuvres navales avec la Turquie prévues en octobre pour protester contre les "ingérences" d'Ankara qui a condamné la répression sanglante des manifestations de soutien au président islamiste destitué Mohamed Morsi. » (*Ouest France, 16/08/2013*)

Erdogan cible Israël

Lors d'une réunion de son parti AKP à Ankara le 20 août, Erdogan a affirmé « qu'Israël se trouvait derrière la destitution en Égypte par l'armée du président Mohamed Morsi. (...) Erdogan a étayé sa thèse en affirmant que lors d'un forum en France avant les élections de 2012 qui ont conduit au pouvoir les Frères musulmans de Morsi, "le ministre (israélien) de la Justice et un intellectuel juif utilisent ces termes: "Même si les Frères musulmans remportent les élections, ils n'en sortiront pas vainqueurs, car la démocratie ne repose pas sur les urnes" ». » (*Libération, AFP, 20/08/2013*)

Les propos d'Erdogan ont été dénoncés par le gouvernement intérimaire installé par l'armée en Égypte et condamnés par les États-Unis et le Canada. « La Maison Blanche a condamné ces propos, estimés très "agressifs, sans fondements et faux", a affirmé un porte-parole de la présidence, Josh Earnest. Le Canada a pressé le Premier ministre turc de retirer ses propos "incendiaires". "J'espère que le Premier ministre turc va faire ce qui s'impose et retirera ses remarques offensantes et incendiaires", a déclaré le ministre des Affaires étrangères John Baird sur Twitter. De son côté, le bureau du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a qualifié (...) d'"absurdes" les propos du Premier ministre turc. (...) Les "propos du dirigeant turc ne méritent pas de réactions", avait auparavant déclaré à l'AFP un autre responsable israélien. » (*Libération, AFP, 20/08/2013*)

2. Dossier du mois : Processus de paix

« Lorsque le chef historique emprisonné du PKK [depuis 1999 en Turquie], Abdullah Öcalan, a décrété un cessez-le-feu, la fin de la lutte armée et le retrait de ses troupes, le 21 mars, l'espoir est né d'un règlement pacifique du conflit meurtrier qui dure depuis 1984 entre Ankara et la guérilla kurde. Mais le processus de paix patine, et chacune des deux parties évite désormais de prendre l'initiative. » écrit Guillaume Perrier. (*Le Monde, Guillaume Perrier, 27/08/2013*)

Selon Erdogan, « le PKK n'a pas respecté son engagement de retrait »

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a accusé le PKK « de ne pas avoir respecté leur engagement de retirer leurs combattants de Turquie. » (*Le Parisien.fr, AFP, 17/08/2013*) « "Les promesses par le PKK de retrait du sol turc n'ont pas été remplies", a-t-il dit vendredi soir [16 août], cité par le journal Vatan. "Seuls 20% ont quitté la Turquie, et il s'agit surtout de femmes et d'enfants." » (*Le Parisien.fr, AFP, 17/08/2013*) « Le retrait ne s'achèvera pas avant octobre. "Les opérations ne cesseront qu'une fois le retrait terminé", a insisté M. Erdogan. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 27/08/2013*)

Depuis le début du cessez-le-feu les rebelles kurdes réclament « des gestes du gouvernement en faveur de la minorité kurde de Turquie. » (*Le Parisien.fr, AFP, 17/08/2013*) « Les Kurdes (...) estiment que c'est maintenant au gouvernement turc de lancer les réformes attendues : notamment la réécriture de la Constitution et la représentation politique aux élections législatives. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 27/08/2013*)

Dans ce contexte M. Erdogan a exclu catégoriquement une "amnistie générale" en faveur des rebelles du PKK qui pourrait aussi comprendre Öcalan. (...) [II] a cependant souligné que le paquet de réformes comporterait "quelques surprises" dont il n'a pas dévoilé la teneur. » (*Le Parisien.fr, AFP, 17/08/2013*) Il a

par ailleurs « annoncé qu'une série de mesures sur les droits des Kurdes serait bientôt présentée. (*Le Parisien.fr, AFP, 17/08/2013*)

Le PKK se dit « fidèle à ses engagements »

Le PKK « reproche pour sa part au gouvernement turc de s'être contenté de mettre fin aux opérations militaires. "Nos forces ont suivi la décision du retrait à la lettre et le processus se poursuit", répond le PKK dans un communiqué, sans préciser le nombre de ses combattants toujours sur place. "L'Etat turc et le gouvernement de l'AKP n'ont pas pris d'autres mesures que l'arrêt des opérations d'annihilation et n'ont rien changé aux pratiques concernant le dirigeant Apo (Abdullah Öcalan).» (*Les Echos, Reuters, 19/08/2013*)

Bien qu'il soit « perçu par Ankara comme un "faucon", proche de la Syrie et de l'Iran », Cemil Bayik, nouveau chef du PKK, élu à la tête du Conseil national kurde précise qu'il suit la ligne d'Abdullah Öcalan. « Dans l'histoire de notre mouvement, la stratégie est passée, en 1993, de la lutte armée à la recherche d'une solution démocratique. (...) Le temps est venu pour une solution politique. » indique Bayik dans son interview avec *Le Monde*. (*Le Monde, Guillaume Perrier, 27/08/2013*) Face aux critiques d'Ankara concernant la lenteur du retrait du PKK, Bayik se défend comme le suivant : « Erdogan cherche des excuses pour ne pas avancer. (...) Nous avons entamé ce retrait le 15 mai et la première étape est un succès. Nous avons libéré les prisonniers politiques, observé un cessez-le-feu et entamé un retrait, des mesures historiques pour notre mouvement. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 27/08/2013*)

« Le PKK [avait] donné jusqu'au 1er septembre à Ankara pour aller de l'avant dans les réformes démocratiques, menaçant sinon de reprendre éventuellement les armes. » (*Le Parisien.fr, AFP, 17/08/2013*)

3. Economie

« La Turquie victime de la défiance des investisseurs »

« La Bourse d'Istanbul (BIST), qui avait déjà chuté de 3,46% mercredi [21 août], a entamé la séance jeudi sur un recul de 2%. Et sur le marché obligataire, le taux des emprunts à 10 ans de la Turquie est monté à 10%, contre 9,53% la veille. » (*Les Echos, AFP, 22/08/2013*)

« Le repli de la Bourse d'Istanbul - déclenché par les manifestations contre la fermeture du parc Gezi à Istanbul qui ont révélé une instabilité politique - atteint 30 % en trois mois. (...) L'inflation est repartie à la hausse, à près de 9 % en glissement annuel en juillet. La Turquie victime de la défiance des investisseurs. » (*Les Echos, Yves Bourdillon, 26/08/2013*)

Le 29 août, [BIST] a « ouvert en hausse de 0,88%, à 66.027,88 points. [Elle] avait terminé à l'équilibre la veille (+0,1%) après avoir chuté de 4,73% mardi et de 6% au total la semaine précédente. Ce rétablissement intervient alors que le risque d'une intervention militaire internationale en Syrie a relancé l'hypothèse que la banque centrale américaine ne va pas, comme largement anticipé jusqu'à présent, ralentir ses mesures de soutien à l'économie dès septembre. » (*AFP, 29/08/2013*)

« En apparence, les maux dont souffre la Turquie sont les mêmes que ceux dont pâtissent l'Inde, le Brésil, l'Indonésie ou l'Afrique du Sud. On observe un emballement de l'inflation et une importante fuite des capitaux sous l'effet de la fin prévisible des injections massives de liquidités pratiquées par la Réserve fédérale américaine (Banque centrale, Fed) pour soutenir la croissance aux Etats-Unis.

Mais la Turquie est, plus que d'autres pays émergents, dépendante d'apports financiers extérieurs, car sa balance des paiements est déficitaire de 55 milliards de dollars (41 milliards d'euros) par an.

A ce besoin de financements, s'ajoutent une dette publique et privée de 163 milliards de dollars libellée en devises étrangères et arrivant à échéance cette année.

La chute du cours de la livre turque, qui s'est dépréciée de 9 % par rapport au dollar depuis deux mois, est par ailleurs catastrophique, car elle renchérit d'autant la charge de cette dette. » (*Le Monde, Alain Faujas, 21/08/2013*)

« La livre turque toujours sous pression malgré une hausse des taux »

« Le panier euro/dollar a atteint mercredi [21 août] les 2,30 livres turques (TL), un pic historique, le billet vert s'échangeant à 1,9572 TL (1,9492 la veille) et l'euro à 2,6192 (2,5985 mardi).

Pour faire face aux turbulences qui affectent les économies émergentes, la banque centrale a augmenté mardi l'un de ses taux directeurs, celui du prêt au jour le jour, de 7,25% à 7,75%. Elle l'avait déjà relevé en juillet de 6,50% à 7,25%. (...)

[Le Chef de la banque centrale turque Erdem Basci a] annoncé qu'au moins 100 millions de dollars seraient injectés quotidiennement sur les marchés pour tenter de stabiliser la devise nationale. » (*Les Echos, AFP, 21/08/2013*)

« La livre turque est tombée mardi [27 août] à un nouveau plus bas record de 2,0338 pour un dollar, contre 1,9918 lundi soir [26 août], en réaction à des déclarations du gouverneur de la banque centrale, Erdem Basci, qui s'est dit confiant dans le redressement du taux de change. » (*Les Echos, Reuters, 27/08/2013*)

« Après être tombée deux fois à des niveaux historiquement bas, s'échangeant à 2,060 et 2,070 pour un dollar en cours de journée, la livre affichait 2,0605 à la clôture. » (*AFP, Burak Akinci, 28/08/2013*) Le lendemain, « la livre s'échangeait à 2,0347 pour un dollar à 06H30 GMT » (*AFP, 29/08/2013*)

« Dans une interview à l'agence de presse financière Anadolu Ajansi (AA), Erdem Basci a dit ne pas être préoccupé par le cours actuel de la devise, qui selon lui remontera aux alentours de 1,92 d'ici la fin de l'année. Il a ajouté que la banque centrale disposait de l'équivalent de 40 milliards de dollars de réserves pouvant servir à défendre la livre et qu'elle n'aurait pas à recourir à l'arme des taux d'intérêt. L'économie, a-t-il dit, est en mesure d'absorber des chocs sans modification des taux à court terme. » (*Les Echos, Reuters, 27/08/2013*)

« M. Basci a aussi indiqué mardi [27 août] que son institution dévoilera de "nouveaux outils" pour soutenir la livre. Une option pourrait consister à introduire des contrôles de capitaux pour endiguer les sorties. Toutefois, cela semble hautement improbable, selon William Jackson, économiste à Capital economics, car un tel choix tend à inciter les investisseurs à se précipiter pour retirer leur argent du pays, exacerbant ainsi les sorties de capitaux. Selon cet analyste, "la Banque centrale turque pourrait restreindre l'utilisation par les banques commerciales de leur mécanisme d'options de réserve". Ce mécanisme permet aux banques de détenir une partie (jusqu'à 90%) de leurs réserves obligatoires en devises et en or.

Les banques détiennent actuellement environ 45 milliards de dollars en devises et en or à la Banque centrale en vertu de ce mécanisme. "La possibilité que la Banque centrale turque puisse recourir à des mesures plus créatives ne fait que souligner combien la Turquie est vulnérable à un ralentissement des entrées de capitaux en raison de son important déficit du compte courant", qui dépasse les 5% du PIB, estime l'expert. » (*AFP, Burak Akinci, 28/08/2013*)

« A l'instar des autres places émergentes comme l'Inde ou le Brésil, la Turquie souffre d'un emballement de l'inflation et d'une fuite des capitaux sous l'effet de la fin prévisible des injections massives de liquidités pratiquées par la Réserve fédérale américaine (Fed) pour soutenir la croissance aux Etats-Unis.

Les autorités monétaires turques ont vendu 6,5 milliards de dollars pour soutenir la monnaie locale depuis début juin. Mais ces interventions ont eu des effets très limités. » (Les Echos, AFP, 21/08/2013)
« Depuis l'annonce de la Fed, la monnaie turque a chuté de plus de 11% (1,80 TL pour 1 USD en mai). » (AFP, 29/08/2013)

« La Turquie a également été victime de la récession en Europe, son principal partenaire commercial, et reste plus que jamais dépendante d'investissements directs de la part de l'étranger, car sa balance des paiements est déficitaire de 55 milliards de dollars (41 milliards d'euros) par an. » (Les Echos, AFP, 21/08/2013)

« La Turquie veut également se doter d'un fonds souverain »

« La Turquie pourrait être un des derniers grands pays à se doter d'un fonds souverain selon le journal turc "HT". Ce fonds, doté de 40 milliards de dollars, récupérerait et centraliserait les capitaux gérés aujourd'hui par plusieurs agences gouvernementales comme le fonds d'assurance pour l'emploi. Ses objectifs seraient de financer des investissements stratégiques et d'apporter une certaine stabilité à l'économie et aux marchés turcs.

En effet, l'épargne, autour de 15 % du PIB, est très insuffisante pour financer les investissements massifs (infrastructures...) du pays. Ce dernier est donc très dépendant des financements étrangers par nature volatils et capricieux. Les entrées et sorties brutales d'argent du pays perturbent sa devise, qui alterne surévaluation et sous-évaluation, et son économie, dont le profil de croissance est en conséquence très heurté. Si les capitaux étrangers venaient à manquer, la Turquie pourrait mettre à contribution son fonds pour soutenir sa croissance intérieure. C'est aussi un moyen de lisser les mouvements de sa monnaie et d'éviter ses variations trop brusques. (...)

La Turquie attire beaucoup d'investisseurs institutionnels, qui viennent y chercher des taux de croissance très importants et donc de bonnes affaires à réaliser. Ainsi, le fonds Khazanah (Malaisie) ou Temasek (Singapour) ont investi dans les secteurs des hôpitaux ou des banques, alors que le fonds koweïtien envisage des investissements dans le tourisme. » (Les Echos, Nessim Ait-Kacimi, 21/08/2013)

« Essai réussi pour le tunnel ferroviaire sous le Bosphore »

« La Turquie a mené dimanche [4 août] avec succès un trajet d'essai dans un tunnel ferroviaire qui relie les rives asiatique et européenne d'Istanbul sous le détroit du Bosphore.

Cet ouvrage de 13,6 km comprend une portion immergée de 1,4 km, qui est la plus profonde de ce type au monde à 54 mètres sous la surface de l'eau. Il fait partie d'un projet ferroviaire qui représente un montant total de 3,8 milliards d'euros.

Le projet baptisé "Marmaray, qui comprend aussi la construction d'une ligne de métro de 76 km, sera ouvert au public le 29 octobre, date symbolique de la fondation de la République turque et qui est aussi la Fête nationale.

Il permettra de transporter quotidiennement 1,5 million de personnes d'une rive à l'autre d'Istanbul. (...)
Le tunnel a été construit à partir de 2004 par un consortium turco-japonais et financé la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC). » (Les Echos, Reuters, 05/08/2013)

« Pourquoi la Turquie construit le plus grand aéroport du monde »

Le plus grand aéroport du monde en Turquie ouvrira « en 2017 ou 2018 et pourra accueillir 150 millions de passagers par an, deux fois plus que le trafic de Roissy. Un projet colossal qui traduit la montée en puissance de Turkish Airlines, un futur géant du secteur. (...)

Comme la Chine, les Émirats ou le Brésil, la Turquie veut devenir un géant de l'aviation mondiale et s'en donne les moyens. C'est en effet à Istanbul que verra le jour, dans quelques années, le plus grand aéroport de la planète, au coude à coude avec celui de Jebel Ali, à Dubaï, qui n'en est qu'à ses balbutiements.

Six pistes de décollage et d'atterrissage (pour rappel, il n'y en a que deux, par exemple, à Londres Heathrow, le plus grand aéroport d'Europe) ; une capacité d'accueil de 90 millions de passagers par an dès son ouverture en 2017 ou 2018, puis 150 millions dans une deuxième phase, dans les années 2020 (aujourd'hui, l'aéroport d'Atlanta, numéro 1 mondial, accueille plus de 90 millions de passagers par an), des installations s'étendant sur quelque 80 millions de mètres carrés : le projet turc est colossal. Sa construction, au nord-ouest de la partie européenne de la ville (Istanbul est à cheval entre l'Europe et l'Asie, séparée par le Bosphore), au large de la mer Noire, devrait coûter plus de 7 milliards d'euros aux quatre groupes turcs sélectionnés par le gouvernement pour sa réalisation - Limak, Cengiz, Kolin, Mapa et Kalyon -, lesquels, au cours d'une enchère à laquelle participaient le couple TAV et Aéroports de Paris, ont accepté de déboursier plus de 22 milliards d'euros pour obtenir la concession de cet aéroport pour une durée de vingt-cinq ans. (...)

Les deux aéroports actuels d'Istanbul (ici, celui d'Atatürk) dont la croissance du trafic moyen est de 14 % par an depuis cinq ans, sont au bord de la saturation.

« Le trafic aérien turc : + 11% par an jusqu'en 2023 »

[Avec son trafic aérien la Turquie est] (...) aujourd'hui le treizième marché mondial avec 130 millions de voyageurs. Et plus particulièrement à Istanbul où la croissance y est tellement forte que les deux aéroports existants d'Atatürk et de Sabiha Gökçen seront vite saturés. (...) En 2012, les deux plateformes ont accueilli 60 millions de passagers, dont 45 millions pour le seul aéroport international d'Atatürk, numéro 6 en Europe.

« La plus forte croissance de trafic du monde »

Ce dernier, avec une augmentation de 20% de son trafic l'an dernier, a affiché la plus forte hausse de la planète en 2012. Au cours des cinq dernières années, la croissance annuelle moyenne s'élève à 14%. D'ici à 2023, le trafic aérien en Turquie est appelé à progresser de 11% par an ! (...)

Selon plusieurs économistes, le PIB turc devrait progresser de 5,2 % par an en moyenne entre 2012 et 2020. En 2026, il devrait donc être deux fois plus important qu'aujourd'hui. De fait, le dynamisme économique favorise les déplacements professionnels mais aussi, par le développement de la classe moyenne qu'il entraîne, les voyages personnels. "Un phénomène d'autant plus fort que les Turcs voyagent plus que d'autres à PIB égal", observe un spécialiste de la destination. À cela s'ajoute un trafic touristique en provenance d'Europe, de Russie ou du Moyen-Orient. Avec son héritage culturel hors du commun, Istanbul est en effet une destination touristique importante.

« Turkish Airlines doublera sa flotte d'ici à 2020 »

Tout cela ne suffirait cependant pas à justifier la création d'un tel aéroport si Istanbul n'était pas la base d'une puissante compagnie aérienne. C'est le cas avec Turkish Airlines qui est en train de s'imposer comme un géant du transport aérien, avec une stratégie par certains côtés similaire aux compagnies du Golfe, Emirates, Etihad Airways et Qatar Airways.

Depuis 2004, Turkish Airlines affiche des taux de croissance à deux chiffres chaque année. À tel point qu'avec 39 millions de passagers transportés en 2012 la compagnie fait quasiment jeu égal avec Air France. (...) Dans le monde, seule Delta Air Lines, la première compagnie aérienne mondiale, dessert plus de destinations. De fait, de nombreuses villes peuvent être reliées entre elles via une correspondance à Istanbul. La situation géographique d'Istanbul est d'ailleurs un atout majeur pour cette stratégie de "hub". (...)

Pour continuer sa marche en avant, Turkish Airlines multiplie les commandes d'avions. Disposant de plus de 200 avions aujourd'hui, sa flotte est appelée à doubler d'ici à 2020, a indiqué à La Tribune le directeur général de Turkish Airlines, Temel Kotil, et compte desservir 350 destinations ! » (*La Tribune, Fabrice Gliszczynski, 09/08/2013*)

« Aéroports de Paris compte toujours sur la Turquie pour rebondir »

« Si le chiffre d'affaires [d'Aéroports de Paris] a progressé de 6,2 %, à 1,3 milliard d'euros, le bénéfice net est en recul de 13,9 %, à 125 millions d'euros. ADP a chiffré l'ampleur de ses réductions de coûts : le groupe veut réaliser de 71 à 81 millions d'euros d'économies, avec notamment un plan de départs volontaires portant sur 370 postes en 2013. (...)

Outre ce régime minceur, le PDG [Augustine de Romanet] table toujours sur l'international pour faire repartir les bénéfices à la hausse. Contre toute attente, le rayon de soleil pourrait venir de Turquie.

L'acquisition, en mai 2012, de 40 % du turc TAV, gestionnaire de l'aéroport Atatürk d'Istanbul, contre 700 millions d'euros, avait viré au désastre. En mai 2013, c'est un concurrent de TAV, proche du pouvoir en place, qui avait finalement décroché la concession du futur aéroport international stambouliote. Mais la poursuite du mouvement de contestation contre le gouvernement islamo-conservateur turc pourrait repousser la construction du nouvel aéroport. (...)

"Nos collègues de TAV nous ont demandé de travailler avec eux sur des investissements pour accroître la capacité d'Atatürk. Nous nous y préparons très sérieusement, car il n'est pas exclu qu'on nous demande d'aller au-delà de 2021 [échéance de la concession d'Atatürk] si le troisième aéroport prend du retard." [a expliqué M. de Ramonet]» (*Le Monde, Guy Duthéil, 30/08/2013*)

Par ailleurs, « alors que la société, via sa filiale turque TAV, n'a pas été retenue pour construire le nouvel aéroport stambouliote, tout reste ouvert pour sa gestion. En mai, la concession de ce mastodonte aéroportuaire a été confiée à un consortium d'entreprises de BTP turcs pour la somme de 22,1 Mds€. Un montant qualifié de déraisonnable et peu rationnel par ADP qui a préféré jeter l'éponge. Reste que ce consortium n'est pas spécialisé dans la gestion d'aéroports. Autant dire qu'une fois la plate-forme réalisée, ces entreprises du bâtiment pourraient faire appel à un spécialiste, comme ADP. En attendant, l'entreprise française doit régler un autre problème. A travers TAV, elle gère l'Atatürk, l'un des deux aéroports internationaux d'Istanbul. La concession arrive à échéance en 2021 alors que le nouvel aéroport devrait ouvrir en 2018. Le groupe français estime le manque à gagner à 300 M€. Si l'Etat turc s'est engagé à indemniser ADP, il reste à savoir à quelle hauteur. » (*Le Parisien, V.V, 19/08/2013*)

Les Renault Trucks à destination au marché turc fabriqués en France

« Tandis que Renault fabrique une part de plus en plus grande de ses berlines Clio dans son usine de Turquie, plutôt qu'à Flins, Renault Trucks, son ancienne division de poids lourds, détenue à 100 % par AB Volvo depuis 2001, effectue le chemin en sens inverse.

Son actionnaire suédois a annoncé [mardi 20 août] la fin du contrat d'assemblage avec le constructeur turc Karsan, signé en 2007, en vertu duquel ce dernier fabriquait dans son usine de Bursa les camions Renault et Volvo destinés au marché turc. Une décision prise à l'occasion du renouvellement intégral de la gamme européenne du constructeur au losange, avec l'entrée en vigueur des nouvelles normes anti-pollution Euro 6. » (*Les Echos, Denis Fainsilber, 21/08/2013*)

« Volvo, maison mère de Renault Trucks depuis 2001 et numéro deux mondial des poids lourds, a déclaré dans un communiqué que la fin de la coopération avec Karsan aurait un impact négatif de quelque 95 millions de couronnes suédoises (9,8 millions d'euros) sur son résultat opérationnel du troisième trimestre. (...)

Désormais, cette nouvelle ligne de camions, dont les premières livraisons sont attendues dès septembre, seront réalisées dans les usines françaises de l'ex-Renault Véhicules Industriels. Un choix justifié «par l'effet positif à long terme d'une meilleure utilisation des usines existantes.», justifie le groupe de Göteborg. » (*Les Echos, Reuters, 20/08/2013*)

4. International

Turquie – Syrie

La Turquie prête à intégrer une coalition internationale contre le pouvoir syrien

« La Turquie participera à une coalition internationale contre le pouvoir syrien si un consensus élargi sur une action dans ce conflit ne peut pas être dégagé au sein du Conseil de sécurité de l'Onu, annonce le ministre turc des Affaires étrangères [lundi 26 août]. "Nous avons toujours eu pour priorité d'agir avec la communauté internationale, avec les décisions des Nations unies. Si une telle décision ne peut pas émerger du Conseil de sécurité de l'Onu, d'autres options devront être étudiées", a dit Ahmet Davutoglu cité par le quotidien Milliyet. "Actuellement 36 ou 37 pays discutent de ces options. Si une coalition contre la Syrie se forme lors de ce processus, la Turquie prendra sa place dans cette coalition", ajoute le ministre. (*Le Figaro.fr, Reuters, 26/08/2013*)

«"Depuis le début, la Turquie estime que la communauté internationale ne doit pas rester indifférente aux massacres perpétrés par le régime Assad", a insisté lundi M. Davutoglu, "ceux qui commettent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité doivent absolument être punis". "Lorsqu'on regarde ce qui se passe en Syrie, on voit que le régime Assad utilise des méthodes qui vont bien au-delà des actes inhumains et des massacres commis en Bosnie" dans les années 1990, a conclu le ministre turc. » (*Ouest France, 26/08/2013*)

Ankara demande à l'Onu « d'enquêter sur l'assaut chimique présumé »

« La Turquie a demandé aux inspecteurs de l'Onu d'enquêter sur une attaque présumée au gaz neurotoxique par le régime syrien, qui aurait fait mercredi [21 août] près de 500 morts dans la région de Damas, et elle a dit suivre la situation "avec une vive préoccupation". (...) "Si ces affirmations sont avérées, la communauté internationale devra inévitablement adopter la position qui s'impose et trouver la réponse nécessaire à cette sauvagerie et à ce crime contre l'humanité", poursuit le ministère [turc des Affaires étrangères]. (*Les Echos.fr, Reuters, 21/08/2013*)

« Le ministre turc des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu a déclaré (...) qu'à son avis les images diffusées par les télévisions en provenance de Syrie montraient clairement que des armes chimiques avaient été utilisées près de Damas et a appelé à une enquête immédiate des Nations unies. » (*Le Figaro.fr, Reuters, 21/08/2013*)

« La Turquie a repoussé des centaines de "trafiquants" en Syrie »

« Des soldats turcs ont riposté à des tirs dans la nuit [du 14 août] à la frontière avec la Syrie alors que plus de 1.000 "trafiquants" supposés tentaient de pénétrer illégalement sur le territoire turc, a annoncé l'armée (...). Les incidents de ce type se sont multipliés ces derniers mois dans la province d'Hatay, connue depuis des années comme un carrefour de la contrebande de carburants ou d'autres

marchandises entre les deux pays. [Début août], l'armée avait annoncé que jusqu'à 3.000 trafiquants avaient tenté de traverser la frontière en une seule fois. Les autorités reconnaissent cependant que des contrebandiers tentent régulièrement de se mêler à des civils tentant de se réfugier en Turquie pour fuir la guerre civile. » (*Les Echos.fr, Reuters, 15/08/2013*)

« Une balle perdue venant de Syrie fait un mort en Turquie »

« Un Turc a été tué samedi [3 août] dans la ville de Ceylanpinar, près de la frontière avec la Syrie, par une balle tirée au cours d'affrontements aux environs de la localité syrienne de Ras al Aïn, ont annoncé des sources issues des forces de sécurité. L'homme est le quatrième Turc à être victime de balles perdues lors des affrontements entre militants kurdes syriens et opposants syriens au président Bachar al Assad, qui se sont concentrés autour de Ras al Aïn et ont pris de l'ampleur le mois dernier. (...) L'armée turque, qui riposte lorsque des balles perdues ou des obus tombent sur son territoire, a déclaré avoir ouvert le feu en direction de la Syrie jeudi soir [1^{er} août], au niveau de Ceylanpinar, parce qu'un tir venant de Syrie avait atteint la ville. (*Challenges, Reuters, 03/08/2013*)

Turquie – Liban

L'enlèvement de deux pilotes turcs à Beyrouth

« Deux pilotes travaillant pour la compagnie Turkish Airlines ont été enlevés dans la nuit de jeudi à vendredi 9 août, à bord d'un bus, sur la route de l'aéroport de Beyrouth. (...) Les sept autres passagers n'ont pas été kidnappés. » (*Le Monde.fr, AFP, Reuters, 09/08/2013*)

« "Les hommes armés ont affirmé aux deux membres d'équipage que ce rapt était lié à la situation des otages libanais", a expliqué Inan Ozyildiz, l'ambassadeur turc à Beyrouth.» (*Libération.fr, 09/08/2013*) Trois jours après, « un groupe inconnu, les Visiteurs de l'imam Al-Rida – du nom d'un imam vénéré par les chiites – a revendiqué l'enlèvement des pilotes. Ce groupe a affirmé que la Turquie "avait le devoir de libérer" les neuf otages libanais retenus depuis mai 2012, car l'enlèvement avait eu lieu à proximité de la frontière, et qu'il considère qu'Ankara, qui soutient la rébellion syrienne, a les moyens de faire pression sur les ravisseurs. » (*Le Monde.fr, 12/08/2013*) « L'enlèvement des neuf pèlerins en Syrie avait été revendiqué par un homme se présentant comme Abou Ibrahim et se disant membre de l'Armée syrienne libre (ASL, rebelles). Mais l'ASL avait alors nié toute implication. » (*Le Monde.fr, AFP, Reuters, 09/08/2013*)

Quelques jours après l'enlèvement « la Turquie a fermé son centre culturel et son bureau commercial à Beyrouth (...). Ces fermetures, annoncées lundi 12 août par l'ambassade turque, surviennent après qu'Ankara a appelé ses ressortissants à quitter le Liban, et ceux comptant s'y rendre à annuler leur voyage à moins d'un "impératif vital". (*Le Monde.fr, 12/08/2013*)

« Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah, qui a engagé des centaines de combattants de son mouvement aux côtés des forces du régime de Bachar al-Assad en Syrie, a démenti toute implication dans le rapt. » (*Le Figaro.fr, AFP, 19/08/2013*)

« Le quotidien libanais L'Orient-Le Jour cite par ailleurs cheikh Abbas Zogheib, chargé par le Conseil supérieur chiite libanais de suivre l'affaire des pèlerins enlevés en Syrie, qui a lui aussi nié toute implication.» Les familles des otages libanais ont également nié toute implication. (*Le Monde.fr, AFP, Reuters, 09/08/2013*)

L'ambassadeur Ozyildiz, « a précisé que "depuis mai, l'agence de la Turkish Airlines (qui se trouvait au centre ville) a été transférée vers l'aéroport international de Beyrouth", à la suite de manifestation de parents des neuf otages. » (*Le Figaro.fr, AFP, 12/08/2013*) « Les familles des pèlerins avaient maintes fois manifesté devant les locaux de Turkish Airlines à Beyrouth, appelant Ankara à user de son influence auprès des rebelles pour qu'ils soient relâchées. » (*Le Figaro.fr, 10/08/2013*). L'ambassadeur turc « a

répété que son pays n'était "pas impliqué dans l'enlèvement des pèlerins libanais" (...) mais qu'il essayait de trouver une issue à ce problème. Il a également salué "les mesures prises par les services de sécurité libanais pour protéger les intérêts turcs" dans la capitale. » (*Le Monde.fr*, 12/08/2013)

« D'après une source gouvernementale libanaise, un accord prévoyait que tous les otages libanais soient libérés ces jours-ci pour la fête musulmane du Fitr. Mais les ravisseurs sont revenus sur leurs engagements et prévoient de ne libérer que deux otages, contre 134 femmes relâchées par le régime syrien à la demande de Beyrouth. » (*Le Parisien.fr*, *AFP*, 09/08/2013)

Entretiens entre les autorités turques et libanaises

« Le premier ministre libanais, Najib Mikati, et le président du Parlement, Nabih Berri, se sont entretenus [le 9 août] avec le chef de la diplomatie turc, Ahmet Davutoglu, lui assurant "qu'ils entreprendraient toutes sortes de démarches pour la libération des pilotes". » (*Le Monde.fr*, *AFP*, *Reuters*, 09/08/2013)

Lors d'un entretien téléphonique avec son homologue libanais Adnane Mansour, Davutoglu lui a fait part « de sa profonde préoccupation au sujet du kidnapping" et lui a indiqué que cela pourrait "avoir des conséquences négatives sur les relations entre les deux pays". (...) Adnane Mansour lui a répondu que son pays "rejetait tout rapt sur son territoire", a loué les "solides relations" bilatérales et l'a assuré que les autorités libanaises faisaient "tous les efforts possibles pour obtenir la libération des deux pilotes", selon le communiqué. » (*Le Figaro.fr*, *AFP*, 13/08/2013)

« Le président libanais Michel Sleimane, dans un entretien téléphonique avec son homologue turc Abdullah Gül, a condamné le rapt et assuré que "des efforts sérieux étaient en cours pour localiser l'endroit où se trouvaient les pilotes turcs, s'assurer de leur sort et tout faire pour les libérer", selon la présidence. » (*Le Parisien.fr*, *AFP*, 09/08/2013) Lors de son entretien avec son homologue Sleimane, « Gül a pour sa part "rappelé les efforts entrepris par son pays pour libérer les otages d'Azaz" et assuré que ces efforts se poursuivaient afin que les otages "puissent rentrer dans leur famille le plus tôt possible". » (*Le Parisien.fr*, *AFP*, 09/08/2013)

Le 19 août, la Turquie a annoncé que les deux pilotes turcs « étaient vivants et qu'elle savait en gros où ils se trouvaient. » (*Le Figaro.fr*, *AFP*, 19/08/2013)

5. Turquie

Les premiers verdicts dans le procès Ergenekon

Cinq ans après la première audience, « les premiers verdicts sont tombés lundi [5 août] en Turquie dans le procès de l'affaire Ergenekon, où 275 ex-responsables militaires, politiciens et universitaires sont jugés pour appartenance à un complot présumé en vue de renverser le gouvernement. » (*Les Echos*, *Reuters*, 05/08/2013)

« Plus de 10 000 manifestants, interdits de rassemblement, ont contourné les différents barrages policiers pour rejoindre le tribunal de Silivri. Seuls les avocats, les prévenus, les journalistes et des parlementaires ont été autorisés à rejoindre la salle d'audience. » (*Libération*, 05/08/2013)

« L'affaire Ergenekon a ciblé non seulement la hiérarchie militaire mais aussi des responsables politiques, des universitaires et des journalistes. » (*Les Echos*, 05/08/2013) « Trois parlementaires d'opposition, issus du Parti républicain du peuple (CHP), [ont été condamnés] à des peines allant de 12 à 35 ans de prison. Des dizaines d'autres condamnations à la prison ont été prononcées ainsi que 21 acquittements. » (*Les Echos*, 05/08/2013)

« Les peines prononcées par la 13e cour d'assises d'Istanbul sont très lourdes : au moins 16 condamnations à la prison à vie pour les principaux inculpés. » (*Libération, Ragıp Duran, 05/08/2013*)
« C'est le cas de l'ancien chef d'état-major des armées, le général İlker Basbug, condamné pour "tentative de renversement de l'ordre constitutionnel par la force", l'ex-chef de la gendarmerie Sener Eryugur, l'ex-chef de la Première armée Hürsit Tolon, le journaliste Tuncay Özkan et le chef du petit Parti des travailleurs (IP, nationaliste) Dogu Perinçek. Le journaliste renommé du quotidien de gauche Cumhuriyet Mustafa Balbay, élu pendant sa détention député du principal parti d'opposition, le CHP (pro-laïcité), a pour sa part écopé de 35 ans de prison. » (*Les Echos, 05/08/2013*)

Qu'est-ce que le réseau Ergenekon ?

« Le réseau Ergenekon, du nom d'une vallée mythique d'Asie centrale d'où serait issu le peuple turc, est accusé d'avoir tenté de favoriser un coup d'Etat militaire contre Recep Tayyip Erdogan, ancien islamiste au pouvoir depuis 2002, en semant le chaos dans le pays par des attentats et des opérations de propagande. Le réseau Ergenekon a été mis au jour en juin 2007 lors d'une opération anti-terroriste dans un bidonville d'Istanbul. Des armes et des explosifs ont été découverts, première étape d'une longue enquête qui a conduit à la rédaction de 23 actes d'accusation successifs -plusieurs milliers de pages- finalement réunis dans un même procès. Dans le cadre de cette affaire quelque 275 accusés, dont 66 en détention provisoire, étaient jugés depuis octobre 2008.

Plusieurs autres procès contre des groupes de conspirateurs supposés ont été ouverts après Ergenekon. Premier procès à atteindre un verdict, Balyoz (masse de forgeron) avait déjà surpris par la sévérité des peines prononcées: les juges ont condamné en septembre près de 300 officiers à des peines de 16 à 20 ans de prison, portant un coup sévère au prestige de l'armée turque. (...)

Pour certains observateurs libéraux ou proches de la mouvance islamo-conservatrice au pouvoir, le procès Ergenekon et ses avatars s'inscrivent dans les efforts du gouvernement pour limiter les intrusions de l'armée dans la vie publique et instaurer l'Etat de droit. Mais pour les défenseurs de la laïcité et certains militants des droits de l'Homme, ces procès sont surtout un montage visant à écarter du champ politique certains opposants. » (*Les Echos, 05/08/2013*)

Ergenekon : une "instrumentalisation politique" ?

« Dans un premier temps, l'affaire Ergenekon a été largement perçue par les Turcs comme une lutte engagée contre ce qu'ils qualifient d'"Etat dans l'Etat", un réseau laïc aux ramifications mal définies qui tirerait les ficelles du pouvoir en secret. Le déroulement de la procédure et la multiplication des arrestations dans de nombreux milieux, y compris intellectuels, ont ensuite suscité l'inquiétude d'une partie de la population, mais aussi de l'Union européenne. » (*Les Echos, 05/08/2013*) « Au XXIe siècle et dans un pays qui veut devenir pleinement membre de l'Union Européenne, ce procès clairement politique n'a aucune base légale.» souligne Umut Oran député du CHP (gauche). (*Libération, 05/08/2013*)

« Dans le cadre de ce procès dénoncé par l'opposition laïque comme visant à écarter du champ politique les opposants pro-laïcité, » (*Libération, 05/08/2013*) « Les partisans des accusés se sont élevés de leur côté contre une "instrumentalisation politique" de la justice et ont dénoncé des charges inventées de toutes pièces afin de museler les tenants de l'Etat laïc. » (*Les Echos, Reuters, 05/08/2013*) « Ces critiques remettent notamment en cause la validité des preuves apportées et le recours à des témoignages anonymes. » (*Le Parisien, 05/08/2013*)

Le Premier ministre turc « Recep Tayyip Erdogan s'est défendu de toute intervention dans la procédure judiciaire, tout en émettant des critiques contre la gestion de l'affaire par le parquet et contre la longueur de la détention préventive des accusés. » (*Les Echos, Reuters, 05/08/2013*)

Les verdicts du tribunal contestés

« Pour fonder l'acte d'accusation de 2 455 pages, pas moins de 444 dossiers d'éléments de preuves, dont la quasi-totalité a été contestée par les défenseurs, qui dénoncent des faux grossiers. Mais la cour a refusé de prendre en compte les rapports d'experts indépendants. "Ces verdicts sont en totale contradiction avec le droit et la loi", a souligné maître Metin Feyzioglu, le président de l'Union des barreaux de Turquie. (...) En l'absence de procédure d'appel au pénal, ce sera à la Cour de cassation de se prononcer sur ces verdicts. Les condamnés pourront ensuite s'adresser à la Cour constitutionnelle et, quand tous les recours seront épuisés, aller devant la Cour européenne des droits de l'homme.» (*Libération, Ragıp Duran, 05/08/2013*)

« Dès la lecture du verdict, les slogans dénonçant le parti islamo-conservateur au pouvoir ont fusé : "Maudite soit la dictature de l'AKP" ou "gouvernement démission". (...) L'opposition laïque dénonce une "chasse aux sorcières". (*Libération, Ragıp Duran, 05/08/2013*)

Promulgation de la loi limitant le champ d'intervention de l'armée

Par ailleurs, la semaine précédant le verdict du tribunal de Silivri, le président de la république Abdullah Gül a promulgué, le 30 juillet, « une loi limitant le champ d'intervention de l'armée à la défense des citoyens contre "les menaces et les dangers venant de l'étranger". Les militaires s'étaient appuyés sur l'article 35 de la précédente loi sur le fonctionnement de l'armée, stipulant que le devoir des militaires est de "préserver et de protéger la République de Turquie", pour justifier les putschs de 1971 et 1980. » (*Libération, 05/08/2013*)

6. Recensement des journalistes ayant couvert le sujet turc (Août 2013)

**Challenges/
Nouvel Observateur**

La Tribune
Fabrice Gliszczyński

Les Echos
*Denis Fainsilber
Nessim Ait-Kacimi
Yves Bourdillon*

Le Figaro

Le Monde
*Guy Dutheil
Alain Faujas
Alexandra Geneste
Guillaume Perrier*

Le Parisien

Le Point

Lbération
Ragıp Duran

Ouest France

Mécène Principal *Main Supporter*



redefining / standards

Mécènes Institutionnels *Institutional Supporters*



BOYNER HOLDING



L'ORÉAL



33 rue Galilée
75116 Paris

Tel.: +33 1 44 43 52 54
Fax: +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org